

**Le 18 décembre 2015**

[Traduction]

### **Anciens parlementaires**

**M. Fitch** : Voilà certainement un numéro difficile à suivre, je vous le dis, mais c'était tout à fait bon enfant.

Je suis vraiment reconnaissant d'avoir l'occasion de poser quelques questions aujourd'hui. C'est probablement le dernier jour de séance de la Chambre. Je ne crois pas que les choses arrivent par hasard. Elles arrivent pour une raison. Il n'y a jamais de coïncidence. Un fait intéressant est survenu hier. J'ai participé à la tribune de la CBC et je n'ai pas eu le temps de déjeuner. Je suis allé en bas ramasser un sandwich santé du Happy Baker, bien sûr. Ô surprise, qui vois-je? Jack Keir en personne.

Étant donné la révélation selon laquelle Shawn Graham essaie de vendre Mactaquac, nous voyons maintenant Jack Keir au sous-sol de l'Assemblée législative. Le premier ministre nous dirait-il aujourd'hui le dossier sur lequel il travaille? J'ai demandé à Jack Keir ce qu'il faisait là, mais je n'ai pas eu de réponse. C'était comme s'il était revenu à titre de ministre de l'Énergie. Jack Keir était-il ici aujourd'hui pour travailler au dossier Atcon, pour rétablir les faits ou était-il ici pour vendre le barrage de Mactaquac?

**L'hon. M. Gallant** : C'est un peu malheureux que les poèmes de Noël soient vraiment plus sérieux que les questions que pose le chef de l'opposition.

C'est la Chambre du peuple. C'est l'Assemblée législative de tous les gens du Nouveau-Brunswick, et cela signifie quiconque a déjà été ou n'a jamais été député. Nous, bien entendu, accueillons tous les gens du Nouveau-Brunswick qui viennent visiter l'Assemblée législative. Je dois vous dire que c'est tout à fait incroyable de voir l'opposition revenir continuellement sur le passé.

[Original]

Si une personne qui était parlementaire en 2005 se trouvait ici aujourd'hui, elle ne verrait pas la différence ; l'opposition discute encore de dossiers qui remontent à cette époque. C'est très malheureux parce que, de cette façon, l'opposition manque une autre occasion d'avoir une bonne discussion sur l'avenir de notre province. Nous avons des choix à faire en tant que gouvernement, en tant que province et en tant que parlementaires ; je demande à l'opposition de participer à ce processus.



[Traduction]

**M. Fitch** : Si les gens du passé reviennent pour influencer sur notre avenir, je pense que la question est importante.

J'ai acheté mon billet pour *Le Réveil de la Force* cette fin de semaine et je ne savais pas, lorsque j'ai vu Jack Keir, si c'était *L'Empire contre-attaque* ou *La Menace fantôme*. Il y en a toujours deux. Il y a le seigneur noir et le Sith, ou, je suppose, l'empire maléfique et le Sith.

Encore là, la question est très importante. Nous avons parlé des six d'Acton. Il semble que nous ayons le septième d'Acton à Mactaquac et le huitième d'Atcon en bas, à l'Assemblée législative. Pour quel dossier Jack Keir avait-il une réunion ici à la Chambre? Je lui ai posé la question. J'ai dit : Que faites-vous ici? À quel dossier travaillez-vous? Je n'ai pas eu de réponse, comme les nombreuses fois où nous posons de telles questions ici, à la Chambre. Le premier ministre nous dirait-il à quel dossier Jack Keir travaillait lorsqu'il était à la Chambre hier?

[Original]

**L'hon. M. Gallant** : Je n'ai aucune idée de la raison pour laquelle cette personne était ici. Elle est la bienvenue à l'Assemblée législative, comme tous les gens du Nouveau-Brunswick ; elle a le droit de venir à Fredericton. Le chef de l'opposition tente de nous faire croire que, si une personne entre à l'Assemblée législative, elle se doit de lui donner des explications ; je pense que c'est affreux.

[Traduction]

Je sais une chose, c'est qu'il est vraiment temps que la session prenne fin. Il est temps que la période des questions prenne fin. Au cours des derniers jours, nous avons vu les députés d'en face ne débattre que de faits qui s'étaient produits de 2006 à 2010, et, dans les deux premières questions de l'opposition aujourd'hui, nous avons appris où se trouvait Jack Keir. Nous avons appris que le député d'en face connaissait des faits sur *La Guerre des étoiles* et qu'il avait mangé un sandwich santé. Je ne vois vraiment pas comment tout cela améliore le Nouveau-Brunswick, étant donné que nous devons faire des choix importants en tant que société, province et gouvernement. Je demande à l'opposition de se reprendre et de participer à la discussion.

**M. Fitch** : C'est malheureux que le premier ministre décide de prendre cette attitude. C'est important parce que les gens qui ont pris des décisions qui ont coûté à la province 70 millions de dollars de l'argent des contribuables dans le passé refont surface aujourd'hui pour récolter ce qu'ils ont semé. Encore une fois, Shawn Graham n'a pas pu vendre Énergie NB lorsqu'il était premier ministre et, aujourd'hui, il essaie de vendre le barrage de Mactaquac. Maintenant, nous avons Jack Keir qui refait surface quelques jours plus tard. Il a été le maître d'oeuvre du marché visant Énergie NB et il a aussi été mêlé à l'affaire Atcon. J'ai vérifié toutes les serviettes en bas, et aucune entente n'était écrite sur elles. J'en suis vraiment satisfait.



## Financement par le gouvernement

Je me demande si le premier ministre nous dirait aujourd'hui ce qui suit. Selon les nouvelles, nous apprenons que le Centre naval du Nouveau-Brunswick, à Bas-Caraquet, ferme ses portes. Là encore, selon les paroles du premier ministre — il n'a pas tenu une mais deux conférences de presse pour le dire —, le gouvernement allait soutenir le projet. De nombreuses compagnies ont fait beaucoup de travail et investi beaucoup d'argent, et un montant important d'argent leur est maintenant dû parce que la province est revenue sur sa promesse. Le premier ministre peut nous faire une mise à jour aujourd'hui.

**L'hon. M. Gallant** : Je peux bien m'amuser aussi. C'est très intéressant. Apparemment, Michael Olscamp était ici il n'y a pas si longtemps. Assurons-nous d'être très transparents des deux côtés de l'Assemblée législative.

(Exclamations.)

**Le président** : À l'ordre.

**L'hon. M. Gallant** : Le député d'en face pourrait peut-être nous dire pourquoi Michael Olscamp était ici. Je pense que les gens du Nouveau-Brunswick meurent d'envie de le savoir. J'aimerais vraiment savoir ce que fabrique Claude Williams.

(Exclamations.)

**Le président** : À l'ordre.

**L'hon. M. Gallant** : Le chef de l'opposition m'informerait-il sur ce qu'a fabriqué Claude Williams au cours des dernières semaines? Pourrais-je savoir ce que fait Craig Leonard — celui qui a dit qu'il obtiendrait une pleine indemnisation pour les dépassements de coûts de Point Lepreau mais ne l'a jamais fait? Me diriez-vous où Margaret-Ann Blaney se trouve? Le chef de l'opposition nous dirait-il où elle est maintenant qu'elle ne travaille plus pour Efficacité NB, un poste en or que le gouvernement précédent lui avait donné? Où est Bev Harrison? Nous nous le demandons tous. Tous les gens du Nouveau-Brunswick sont à l'écoute, pour savoir aujourd'hui où se trouve Bev Harrison. Le chef de l'opposition nous informerait-il sur une question si importante, à savoir où se trouvent ces anciens Conservateurs?

**M. Fitch** : Encore là, c'est très révélateur de voir le premier ministre se lancer dans une diatribe aujourd'hui. En fait, j'ai présenté Michael Olscamp à la Chambre. En fait, j'ai présenté une ex-députée libérale, Carolle de Ste. Croix, à la Chambre parce que les députés d'en face n'ont pas pris la peine de le faire. Ils n'ont pas pris la peine de présenter une ancienne collègue, Carolle de Ste. Croix, et ils ont caché le fait que Jack Keir était ici au sous-sol. De toute évidence, il travaille à un genre de complot qui sortira à un moment donné, tout comme l'ont fait les Libéraux avec la vente d'Énergie NB.



**Le président :** À l'ordre.

**M. Fitch :** Tout le monde s'est réveillé un matin, et Énergie NB était vendue. Jack Keir en était le maître d'oeuvre.

Encore une fois, je demande ceci. À Bas-Caraquet, il y a des personnes à qui des millions de dollars sont dus, ce qui entraînera des mises à pied et la faillite d'entreprises. Cela se passe aujourd'hui. Penchons-nous sur la question du jour. À Bas-Caraquet, des personnes sont mises à pied en raison de votre décision en matière de politique. Faites-nous un compte rendu sur la question.

[Original]

**L'hon. M. Gallant :** Encore une fois, je ne peux pas comprendre ce qu'est en train de faire l'opposition. Pourquoi le chef de l'opposition parle-t-il des anciens parlementaires en visite ici, à la Chambre? Ils y sont tous les bienvenus. Nous remercions toutes les personnes qui ont fait du travail pour la population du Nouveau-Brunswick, et ce, même si, en ce qui a trait à certains de ces parlementaires, nous ne sommes pas d'accord avec leurs politiques et leurs actions. Ces gens ont été élus par la population du Nouveau-Brunswick, donc nous les remercions. Cela vaut aussi bien pour tous les parlementaires, qu'ils soient du côté de l'opposition ou du côté du gouvernement, Conservateurs ou Libéraux.

[Traduction]

Je ne sais pas si le député d'en face veut des hommages et des remerciements de notre part pour la magnifique présentation qu'il a faite l'autre jour. Félicitations. Je pense que c'était fantastique. C'est bien de la part du chef de l'opposition de prendre quelques minutes pour expliquer aux gens du Nouveau-Brunswick qu'il a présenté Carolle de Ste. Croix. Je pense que c'est fantastique. Nous lui en sommes très reconnaissants. Il faut espérer que, un jour, nous pourrons lui rendre la pareille. Si un ancien député conservateur est ici, je serai très heureux de prendre la parole pour le présenter. Merci de nous avoir signalé le fait.

**M. Fitch :** La raison de la présence de Mike Olscamp ici n'est pas un secret pour nous. Il était ici pour donner à Ted un chèque parce qu'il louera son condo en Floride, mais Ted ne voulait pas lui remettre les clés avant d'avoir le chèque en main. C'est une bonne pratique en affaires. Carolle de Ste. Croix était ici parce que le gouvernement actuel traite vraiment mal Mount Allison University. Il n'a pas permis à Mount Allison d'augmenter les frais de scolarité ni accordé d'augmentation du financement à cette université. Ce n'est pas un secret, mais la présence de Jack Keir à la Chambre en est un.

Revenons à aujourd'hui. J'ai rencontré un certain nombre de compagnies auxquelles sont dus des montants d'argent importants, ce qui pourrait entraîner leur faillite et certainement les obliger à mettre des employés à pied. C'est très contraire aux politiques qui, selon le gouvernement actuel, créeraient des emplois. J'ai dit : Pourquoi avez-vous fait le travail?



Pourquoi avez-vous investi l'argent? Elles ont dit : Le premier ministre a annoncé qu'il donnerait l'argent à Bas-Caraquet et au Centre naval du Nouveau-Brunswick. Elles ont investi en se basant sur la parole du premier ministre. Aujourd'hui, elles ne sont pas payées. Monsieur le premier ministre, faites-nous un compte rendu. Pourquoi les compagnies ne sont-elles pas payées?

**Le président :** À l'ordre.

**L'hon. M. Gallant :** Pour le compte rendu, voici une citation du chef de l'opposition datée du 20 mars 2015.

*Je me rappelle que, lorsque j'étais ministre du Développement économique, nous avons abattu beaucoup de travail en vue de faire progresser cette industrie. Nous avons convaincu Groupe Océan de venir au Nouveau-Brunswick et de s'installer ici. Au départ, nous avons fait une annonce, et il était attendu que, à l'hiver 2015, il y aurait une autre annonce*

Il y a quelques autres lignes. Le chef a poursuivi :

*Nous espérons que le travail qu'Investir NB avait déjà amorcé au titre du dossier se poursuivra. Nous espérons que le premier ministre n'attend pas simplement qu'Opportunités Nouveau-Brunswick se présente pour s'en attribuer le mérite. Le premier ministre ferait-il une mise à jour sur le Groupe Océan et l'entreprise de Bas-Caraquet?*

Nous avons le chef de l'opposition qui, le 20 mars 2015, a essayé de s'attribuer le mérite du projet. Nous n'essayons pas de nous en attribuer le mérite. Nous assumerons nos responsabilités. Nous sommes un des partenaires du financement. Nous sommes à la table, et le projet ira de l'avant si les conditions sont satisfaites. C'est aussi simple que cela. Pourquoi le chef de l'opposition fait-il volte-face? Il essayait de s'attribuer le mérite et maintenant il rejette le blâme sur nous.

**M. Fitch :** Lorsque nous avons quitté le pouvoir, les choses allaient assez bien. Aujourd'hui, selon les annonces que le premier ministre a faites, pas une mais deux fois, avec à ses côtés des candidats fédéraux qui sont maintenant en fait les parlementaires fédéraux de la région... Des gens ont investi de l'argent en s'appuyant sur la parole du premier ministre et des annonces qu'il a faites.

Lorsque nous étions au pouvoir, le projet allait très bien. Il a déraillé, le centre ferme aujourd'hui, des sommes importantes d'argent sont dues à des entreprises qui sont menacées de fermeture et de nombreuses personnes sont menacées d'être mises à pied à Noël. Nous avons demandé à certaines des compagnies pourquoi elles avaient investi dans le projet, et elles ont dit que le premier ministre leur avait donné sa parole dans les annonces que l'argent allait venir. Encore une fois, Monsieur le premier ministre, quel message donnerez-vous à ces personnes à Bas-Caraquet qui cherchent un peu d'espoir à Noël?



**L'hon. M. Gallant** : Il y a tant de commentaires que je n'ai pas eu le temps de finir. Je vais donc finir avec d'autres commentaires du chef de l'opposition.

*N'attribuez aucun mérite à Investir NB ni à l'ancien gouvernement ; attendons que le poisson d'avril soit passé et qu'Opportunités Nouveau-Brunswick soit opérationnel*

— a-t-il dit sur un ton sarcastique —

*et puis nous ferons des annonces sur des questions comme celle de Groupe Océan à Bas-Caraquet.*

Puis, il a dit ceci :

*Le premier ministre s'engagera-t-il aujourd'hui, lorsque le gouvernement fera l'annonce, à donner le mérite à qui de droit, soit aux gens, au personnel vaillant, d'Investir NB et du Développement économique au Nouveau-Brunswick?*

Il n'y a pas longtemps, le chef de l'opposition a pris la parole pour lutter contre nous, nous critiquer et débattre avec nous parce qu'il voulait s'attribuer le mérite du travail qui se fait et se faisait à Bas-Caraquet. Aujourd'hui, il prend la parole et veut rejeter le blâme sur nous. Je demande au chef de l'opposition : Comment peut-il faire volte-face si rapidement à propos d'un dossier? Il voulait tout le mérite il y a des mois, et, maintenant, il veut rejeter tout le blâme.

**M. Fitch** : Encore une fois, pour le compte rendu, lorsque nous avons quitté le pouvoir, les choses allaient bien. Le projet avait été sur les rails et il était très prometteur. Maintenant, nous avons des compagnies auxquelles des millions de dollars sont dus, et des personnes seront mises à pied. Le centre ferme ses portes aujourd'hui, si j'ai bien compris.

Encore une fois, le premier ministre voulait s'attribuer le mérite du projet, et c'est bien. Oui, nous y avons participé, et, lorsque nous y avons participé, tout allait bien. Le premier ministre, accompagné du député fédéral, le candidat maintenant député, a fait des annonces. Je demande seulement ceci au premier ministre aujourd'hui. À l'approche de Noël et des fêtes, des personnes seront mises à pied et des compagnies fermeront leurs portes en raison des annonces qu'il a faites à propos du projet. Je demande seulement une mise à jour aujourd'hui. Monsieur le premier ministre, que faites-vous personnellement pour vous assurer que ces compagnies ne feront pas faillite et que les gens ne seront pas mis à pied?

[Original]

**L'hon. M. Gallant** : Pour la deuxième fois ce matin, le chef de l'opposition s'adresse à nous directement ; d'ailleurs, ce n'est pas la première fois que les parlementaires du côté de l'opposition font cela. Je crois qu'il est important de respecter les gens à la Chambre.



[Traduction]

(Exclamations.)

**Le président** : À l'ordre.

[Original]

**L'hon. M. Gallant** : Comme je viens tout juste de le dire, c'est en effet le chef de l'opposition qui a essayé de prendre le mérite dans ce dossier. Toutefois, dès qu'il y a des turbulences, il veut passer le blâme à d'autres personnes. Ce n'est pas de cette façon que doit agir un chef ; ce n'est pas de cette façon que doit agir un leader.

De notre côté, que faisons-nous? Nous continuons à faire exactement ce que nous avons dit que nous ferions concernant ce dossier. Nous sommes à la table et nous sommes un des partenaires financiers avec le gouvernement fédéral et les collectivités. Nous sommes encore à la table et, si les conditions peuvent être réalisées dans ce projet, nous allons continuer à être un partenaire. Alors, le chef de l'opposition nous demande-t-il de mettre les conditions de côté et d'aller de l'avant? Ce n'est pas prudent de faire cela, car des conditions ont été mises en place. En effet, nous allons respecter l'entente que nous avons établie avec tous nos partenaires.

[Traduction]

### Accords d'aide financière en cas de catastrophe

**M. Jeff Carr** : Hier, j'ai eu l'occasion de poser au ministre de la Sécurité publique une question sur le Programme d'aide financière en cas de catastrophe pour de nombreuses personnes de régions rurales du Nouveau-Brunswick qui ont subi beaucoup de dommages et perdu beaucoup de biens et une bonne partie de leur gagne-pain à cause de la tempête. Dans le passé, lorsqu'il y avait des tempêtes, le programme était établi et lancé en quelques jours ou en une semaine ou deux. Nous attendons maintenant depuis presque 80 jours. Demain, cela fera 80 jours depuis la tempête, et il n'y a toujours rien.

Pour ce qui est de la réponse du ministre hier, je partage ses sentiments ; le temps de réaction pour ouvrir les routes était bon. Le personnel d'urgence était présent. Les membres de l'OMU étaient à la porte des gens pour leur demander de s'inscrire.

J'aimerais savoir aujourd'hui ce qui suit. Les gens du sud et du centre du Nouveau-Brunswick auront-ils accès à un programme pour inscrire leurs besoins d'aide en cas de catastrophe?

**L'hon. M. Horsman** : Je suis reconnaissant au député d'en face de la question. Notre priorité est d'aider les gens du Nouveau-Brunswick à se remettre de tels événements et à réintégrer leurs demeures et leurs entreprises, et nous poursuivrons en ce sens.



Encore une fois, j'ai eu l'honneur de recevoir des appels des gens d'en face, du député de Kings-Centre, je crois, ainsi que du député de New Maryland-Sunbury. Le ministre des Transports et de l'Infrastructure et moi sommes allés immédiatement dans ces régions. À ce moment-là, des personnes étaient dans une situation désastreuse. Un événement était survenu — de fortes pluies ont inondé des routes et endommagé des ponts — et nous ne voulions pas faire de politique avec l'affaire. Nous avons immédiatement pris des mesures. Nous avons embauché des personnes pour travailler sur les routes et commencer la reconstruction de ponts sur-le-champ, afin d'aider les gens du Nouveau-Brunswick à se rendre aux magasins ou aux hôpitaux, au besoin. Nous continuerons en ce sens. Un processus est toujours en place. Nous avons eu de bonnes communications avec le député d'en face et nous continuerons d'en avoir.

**M. Jeff Carr** : Lorsque la vie de gens du Nouveau-Brunswick et leurs portefeuilles sont en jeu, la politique n'a rien à y voir. Je pose simplement la question suivante. Les personnes en question auront-elles l'occasion de s'inscrire? Je conviens que les ministres — plus d'un — ont visité notre région. Toutefois, ce n'est pas la réponse à la question.

Évacuons la politique de toute l'affaire et tenons-nous debout. Le ministre est un bon gars. Je le connais depuis longtemps ainsi que de nombreux membres de sa famille. Il a eu une bonne éducation auprès de bonnes personnes d'Oromocto. Toutefois, nous devons savoir ceci : Quelles sont les réponses pour ces personnes qui ont dû payer de leur poche, qui ont perdu du bétail et des aliments pour animaux, ce qui représente leur gagne-pain, et qui ont perdu des véhicules et leur maison? Des gens ont perdu leur maison. Plus de 80 jours, c'est trop long pour amorcer le processus de demande, qui aurait dû se faire il y a des semaines. Nous devons savoir maintenant. Y aura-t-il un programme? Avons-nous atteint le seuil pour avoir un programme dans la province?

**L'hon. M. Horsman** : Je suis content que l'opposition convienne que, en raison de dommages si graves, la politique ne devrait pas être un critère pour notre manière de réagir à la situation. Je veux dire merci au député d'en face qui a pris la parole au cours des derniers jours pour féliciter et remercier le gouvernement actuel du travail ardu qu'il a accompli après les inondations. J'aimerais rappeler aux députés, et certainement aux gens du Nouveau-Brunswick, que plus de 58 routes et régions ont subi des dommages en plus de 24 heures environ. Aujourd'hui, je suis content de dire qu'il n'en reste que 6 à réparer.

Je sais que des maisons et des biens privés ont été endommagés. L'inventaire se fait à l'heure actuelle, et du travail est accompli. Toutefois, les dommages de la tempête du 30 septembre ont coûté plus de 15 millions de dollars. Nous recueillons certainement tous les renseignements et nous nous assurons que le bon processus est suivi. Nous verrons alors ce qui se passera.

**M. Jeff Carr** : Je comprends parfaitement, tout comme les gens ordinaires du Nouveau-Brunswick, qu'un grand pourcentage des routes a été réparé. Ils en sont reconnaissants. Toutefois, si les gens du côté du gouvernement occupent leur poste pour recevoir des remerciements, ils sont au mauvais endroit. Ils occupent le mauvais emploi. Je vous dis tout de suite que les remerciements sont rares.





Les gens de ma circonscription et ceux des circonscriptions de Kings-Centre et de Gagetown-Petitcodiac ont perdu une grande partie de leurs biens personnels qu'il faut remplacer. Ils ont dû payer de leur propre poche. À l'heure actuelle, surtout au temps des Fêtes, ils se posent des questions et veulent savoir ceci. Qui bloque le processus? Le processus a-t-il été bloqué parce que les gens vivent dans des circonscriptions de l'opposition? Le ministre dit que le ministère recueille encore des renseignements. J'ai un courriel ici qui dit ceci : Je peux confirmer que le tout est dans la file, et nous attendons...

**Le président** : Le temps est écoulé, Monsieur le député.

**L'hon. M. Gallant** : C'est malheureux. Jusqu'à la dernière question, il y avait un bon dialogue à l'Assemblée législative.

(Exclamations.)

**Le président** : À l'ordre. Le député de New Maryland-Sunbury est rappelé à l'ordre.

**L'hon. M. Gallant** : Le député d'en face a fait des accusations politiques en disant que nous n'aiderions pas les familles touchées parce qu'elles sont dans une circonscription de l'opposition, et c'est tout à fait faux. La remarque n'est pas appréciée.

(Exclamations.)

**Le président** : Le député de New Maryland-Sunbury est rappelé à l'ordre.

**L'hon. M. Gallant** : Comme je l'ai dit, nous avons un bon dialogue avant la dernière question. Je pense que c'est malheureux. C'est bizarre que, dans la question, le député d'en face ait dit que les routes avaient été réparées. Notre gouvernement a donc réagi immédiatement à cette situation si terrible. Je crois que le député cite des extraits de courriels, et il dit que nous nous sommes attelés à la tâche et que des mesures seront prises très bientôt.

Je dois signaler que l'opposition a appuyé le gouvernement Harper lorsque ce dernier a fait des changements qui accroissaient le fardeau fiscal de la province en matière d'aide financière en cas de catastrophe.

(Exclamations.)

**Le président** : Encore une fois, Monsieur le député de New Maryland-Sunbury, c'est un dernier avertissement.

**L'hon. M. Gallant** : Pourquoi le député d'en face n'a-t-il pas parlé lorsque le gouvernement Harper nous a rendu la tâche d'aider les familles du Nouveau-Brunswick plus difficile en cas de catastrophes?



**Le président :** Le temps est écoulé.

### Financement par le gouvernement

**M. Holder :** Le Saint John City Market est le plus vieux marché agricole en activité du Canada. Comme pour tout ce qui vieillit, le marché a besoin d'être un peu dorloté de temps à autre. La modernisation du Saint John City Market est la principale priorité de la ville de Saint John en matière de financement. Il s'agit d'un projet de 6 millions de dollars. Saint John est disposée à investir 2 millions de dollars. Le gouvernement fédéral, par l'entremise de deux administrations différentes, a confirmé sa contribution financière. Le projet en question était la priorité du budget de capital de Saint John en 2015. La ville attend toujours une réponse de la province.

Ma question aujourd'hui s'adresse au ministre responsable de la Société de développement régional. Quand pourrions-nous obtenir une réponse?

**L'hon. M. Boudreau :** Je peux confirmer que, oui, la demande a été reçue. La demande fait l'objet d'un examen. Depuis les élections fédérales et le changement de gouvernement à l'échelle fédérale, il y a un peu de retard dans l'examen des projets pour que les deux gouvernements soient sur la même longueur d'onde en ce qui concerne leurs projets respectifs.

Encore une fois, selon moi, il s'agit d'un exemple parfait de ce que nous avons observé de la part des gens de l'opposition. D'une part, ils critiquent nos investissements dans les infrastructures. D'autre part, ils prennent la parole et défendent les projets d'infrastructure qui touchent leur circonscription. Vous ne pouvez pas jouer sur tous les tableaux. Vous devez choisir. Êtes-vous en faveur des investissements dans les infrastructures ou non? Le fait de choisir sélectivement des projets en fonction de l'endroit où ils seront réalisés dans la province ne rend service à personne.

**M. Holder :** Compte tenu de l'absence d'engagement, il est impossible de dire ce qui va se passer. Je peux dire au député d'en face que le tout est fondé sur les priorités claires de Saint John en matière de financement public. La ville n'a pas demandé la lune. Il s'agit de son seul engagement financier de l'année dernière : Toutefois, le gouvernement provincial n'a pas respecté celui-ci. Le gouvernement fédéral a pris un engagement il y a des mois. Les deux différents gouvernements à l'échelle fédérale se sont engagés à cet égard. L'argent de la ville est sur la table. Je donne aujourd'hui au ministre l'occasion de prendre un engagement à l'égard du plus vieux marché agricole en activité du pays, le joyau touristique et patrimonial de Saint John.

**L'hon. M. Boudreau :** Comme je l'ai dit, le projet est à l'étude. Je peux vous assurer qu'il y a plus de demandes que d'argent. Nous donnons au nouveau gouvernement fédéral le temps de s'installer. À un moment donné, des fonctionnaires des deux paliers de gouvernement devront passer en revue leur liste respective de projets proposés. Nous parviendrons à des arrangements et nous serons en mesure de faire des annonces en temps opportun.



Encore une fois, des messages contradictoires proviennent de l'autre côté. Pas plus tard qu'hier, les gens d'en face ont voté contre le budget de capital. Devinez quoi! Le budget de capital représente des investissements dans les infrastructures. Les gens d'en face, dis-je bien, sont contre les investissements dans les infrastructures, ils votent contre notre budget de capital, mais ils prennent ensuite la parole pour se porter à la défense des projets de leur circonscription. Qu'en est-il au juste? Approuvent-ils les investissements dans les infrastructures? Oui ou non?

**M. Holder** : Nous sommes en faveur des investissements dans les infrastructures qui sont fondés sur les priorités claires en matière de financement public que les collectivités établissent ensemble. La collectivité a bien précisé dans deux budgets — celui de l'année dernière et celui qui a été adopté hier — qu'il s'agissait d'un engagement prioritaire au chapitre du financement des infrastructures. Il s'agit d'une icône touristique de Saint John. Les croisiéristes qui sont déjà allés à Saint John ont très hâte de retourner au marché quand ils descendent du bateau. Nous demandons au gouvernement actuel de croire au projet. Que va-t-il falloir? Faudra-t-il que les députés conservateurs de Saint John embarrassent le gouvernement de manière à l'inciter à agir, comme nous avons dû le faire pour l'annonce du port?

[Original]

**L'hon. M. Gallant** : Je suis complètement d'accord avec le ministre ; c'est aberrant de voir encore les parlementaires du côté de l'opposition dire qu'ils sont contre les investissements en infrastructures, alors que, aujourd'hui, ils proposent d'investir dans des projets d'infrastructures.

[Traduction]

Encore une fois, le député d'en face montre que les gens de l'opposition n'ont pas été clairs. Je demande aux médias, qui sont à l'écoute, et aux gens du Nouveau-Brunswick de demander aux gens de l'opposition de clarifier leurs propos. Ces derniers ne le font certainement pas pour nous à l'Assemblée législative. Le député d'en face n'est qu'un autre exemple des parlementaires qui parlent seulement d'investissements dans les infrastructures de leur circonscription et de leur région.

Il est regrettable de voir que le député d'en face essaie aussi de s'attribuer le mérite de l'investissement dans le port de Saint John. Différents paliers de gouvernement de diverses allégeances y participent, ce qui est fantastique, et nous ne nous en attribuerons pas le mérite. Nous investissons stratégiquement l'argent des gens du Nouveau-Brunswick pour créer des emplois au port de Saint John. Les gens d'en face veulent profiter de la situation et essayer de faire avancer des projets d'infrastructure et de s'en attribuer le mérite. Êtes-vous pour ou contre?



## Sages-femmes

**M. Coon :** En mai dernier, pendant la période des questions, le ministre de la Santé a répondu à certaines de mes questions au sujet de l'intégration des sages-femmes dans notre système de soins de santé. Il avait alors répondu : « Il est très clair que nous avons comme engagement d'intégrer les sages-femmes et de veiller à ce qu'elles exercent pleinement leur profession. » Voilà ce que le ministre a dit. Le ministre de la Santé peut-il dire à la Chambre quand il respectera l'engagement?

**L'hon. M. Boudreau :** Je remercie le député d'en face de la question. Le ministère se penche toujours très activement sur le dossier. Nous nous efforçons de faire avancer ce dossier. Dans notre plateforme, nous avons pris l'engagement d'élargir le champ d'activités des professionnels de la santé et de faire en sorte qu'ils soient plus nombreux à offrir des soins de santé primaires, et nous avons spécifiquement mentionné les sages-femmes. Le projet franchit les étapes. Le dossier est un peu compliqué, car il est tout nouveau dans notre système. Il faut modifier de nombreux règlements, réviser des lois et adapter ou mettre en place des politiques. Le dossier progresse. Nous y travaillons très activement, et j'espère certainement recevoir de bonnes nouvelles au cours de la nouvelle année.

**M. Coon :** Le travail semble long et difficile. Les femmes du Nouveau-Brunswick veulent avoir accès à des sages-femmes aujourd'hui. Nous avons adopté la loi nécessaire en 2008 et nous avons élaboré les règlements essentiels en 2012. Le ministre est-il simplement trop snob pour favoriser l'intégration des sages-femmes dans notre système de soins de santé?

**L'hon. M. Boudreau :** Je ne sais pas trop ce que veut dire le député, mais je peux vous dire que je suis en faveur de l'intégration des sages-femmes dans notre système de soins de santé. En tant que parti, nous avons très clairement pris l'engagement. Les sages-femmes sont expressément mentionnées dans notre plateforme. Il s'agit d'un des 24 engagements électoraux dont je suis responsable à titre de ministre de la Santé. Des efforts sont déployés en ce qui concerne tous ces engagements électoraux. Toutefois, nous avons été élus pour un mandat de quatre ans et nous remplirons certains des engagements en temps opportun et après avoir suivi la procédure établie. Le dossier progresse certainement. Au cours de la dernière année, j'ai communiqué avec diverses sages-femmes et représentantes de la Midwives Association of New Brunswick, et nous avons eu de nombreuses conversations. Nous travaillons activement au dossier. Comme je l'ai dit, je suis persuadé que nous aurons de bonnes nouvelles au cours de la nouvelle année.

**M. Coon :** Je suis sûr que des familles du Nouveau-Brunswick espèrent que le dossier sera mis au monde le plus tôt possible. Des recherches ont démontré que les sages-femmes amélioreraient le bien-être des mères et des bébés à bien des égards. En fait, la mise en oeuvre des services de sages-femmes au Nouveau-Brunswick pourrait aussi entraîner des économies de 1,1 million de dollars par année. Compte tenu des renseignements et étant donné que les lois et règlements sont en place, le ministre veillera-t-il à ce que les femmes du Nouveau-Brunswick aient accès à des services de sages-femmes en 2016?



[Original]

**L'hon. M. Gallant** : Comme l'a indiqué le ministre, nous sommes d'accord avec les propos du député de Fredericton-Sud. Il s'agit d'un bon projet, et ce dossier va avancer au cours de l'année 2016.

[Traduction]

Je dois simplement signaler aux gens du Nouveau-Brunswick — et davantage aux gens de l'opposition — que, depuis notre arrivée en décembre, environ 130 questions ont été posées à l'Assemblée législative pendant la période des questions. De ces questions, environ 5 ont été posées sur notre rapport intitulé *Des choix*. Je ne sais pas si les gens de l'opposition ont pris le temps — soit probablement 20 minutes environ — de lire le rapport. Ce dernier est extrêmement important pour l'avenir de notre province.

Nous avons des défis financiers à relever et nous devons les surmonter si nous voulons investir dans nos priorités en matière de création d'emplois, d'éducation et d'amélioration des soins de santé dans notre province. Il est malheureux, à mon avis, qu'environ 4 % des questions à l'Assemblée législative aient été posées sur le document important en question, sur lequel le *Globe and Mail* a fait des observations aujourd'hui. Nous avons besoin que les gens de l'opposition redoublent d'efforts dans la nouvelle année, pour ce qui est de mener la bonne discussion.

(Exclamations.)

**Le président** : À l'ordre. Le temps consacré aux questions orales est écoulé.

